

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 327 JEUDI 11 OCTOBRE 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste



hebdomadaire

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Editorial

Les cours de la démagogie comme ceux de l'or sont en surenchères constantes. Ce pape, se faisant sans doute le porte-parole des dictateurs sud-américains récemment honorés de sa visite, s'en réfère aux droits de l'homme ! Et à l'O.N.U. encore !! Ben voyons...

Certes, les contradictions sont nécessaires, elles sont le moteur même, la dynamique de toute évolution... dans les limites de l'acceptable. Car enfin, les droits de la femme par exemple, ne doivent pas préoccuper particulièrement le Révérend Jean-Paul, malgré ses paroles sur l'égalité des sexes (gonflé, non ?) proférées au siège de l'O.N.U. : les femmes américaines non plus n'apprécient guère l'attitude de l'Eglise catholique vis-à-vis du divorce, de la place des femmes dans la chrétienté, de l'avortement (tiens, tiens !), l'huile pontificale s'est donc faite accueillir par Rosaly Carter !... Calmer les esprits !

On peut également se demander quel est, pour les prochaines présidentielles ricaines, le poulain préféré du Vatican, car si Ted Kennedy se joignait aux officiels pour Le réceptionner à Boston,

Jimmy L'invitait à des petites sauteries de 6 000 couverts à la Maison Blanche. Comme on s'en aperçoit et toujours conformément à son plat discours à l'O.N.U., truffé de poncifs, la sainte relique a écarté « ce qu'on appelle les intérêts politiques ». Il avait déjà bien commencé à le faire, d'ailleurs, en allant demander aux Irlandais de se laisser sucer douloureusement le trognon sans broncher ! La réponse de l'I.R.A. ne s'est pas faite attendre, et mardi un commando chargeait en plein Belfast une patrouille anglaise. Les victimes britanniques sauront par qui le malheur est arrivé...

Respectant toujours ses vertueux principes de non-ingérence, nous nous attendons à la visite du Grand-Guignol pour un nouveau show papal en France... d'autant plus que chez nous aussi l'actualité (chômage, avortement...) reste très propice à sa visite.

« En vérité, en vérité... » nous avons là le triste spectacle d'une religion de plus en plus laide, et ses ronds-de-jambe de vieille catin ne sont pas seulement grotesques et haïssables. Ils sont toujours dangereux, car toutes ces sectes recrutent et aveuglent encore, surtout quand le « démon de midi » leur agitent la panse. La religion est toujours un obstacle terrible à l'émancipation de l'individu, par conséquent des sociétés. Achevons-la !

Halte à la démagogie d'une Eglise qui racole

CROSSE EN L'AIR

ET ROMPONS

LES RANGS !



DEVANT UNE ÉCONOMIE QUI CHERCHE SON SECOND SOUFFLE

Les organisations syndicales font tapisserie !

Sur le perron de l'Hôtel Matignon le ballet syndical se poursuit sans susciter un grand intérêt parmi les auditeurs de la télévision pressés d'arriver au « grand film » qui leur dispensera des illusions que leur ont fait perdre les partis politiques et les syndicats.

Malgré quelques personnages qui remuent du vent, toute la vie politique et sociale est en roue libre, en attente de nous ne savons quel événement imprévisible qui pourrait secouer le pessimisme contrôlé, alimenté par l'Elysée dont le but consiste visiblement à neutraliser la population, à partir de la peur de l'avenir, afin de permettre au gouvernement et à la classe dirigeante de mettre en place, dans une tranquillité relative, de nouvelles structures économiques que l'évolution internationale impose au système capitaliste s'il veut conserver une chance de survivre.

J'ai déjà souligné, mais je veux le répéter, l'étrangeté de cette situation où l'on voit un système de classes se reconverter sous l'œil inquiet des organisations qui ont vocation de le supprimer et qui se contentent de lui signaler quelques erreurs à ne pas faire, de crainte de soulever la colère populaire, ce qui les obligerait à intervenir. Jamais peut-être depuis le début de l'économie de marché, on avait si bien constaté la complémentarité des partis de gauche et des syndicats avec le système, les premiers servant de régulateurs au second. Le pouvoir en est aussi persuadé que nous et c'est ce qui explique ses appels du pied et ses clins d'œil aux organisations syndicales sous des formes diverses et appropriées.

(suite page 5)

Fop. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUVERON
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : GRENOBLE
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : MAUBEUGE
 FACHES-THUMESNIL
 ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
 PAS-DE-CALAIS : HÉNIN-BEAUMONT
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA
 YONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN -LE
 HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : RGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

* * *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES CHEMIERS
 - LIAISON DES PÊCHERES
 (édité *Vote Libre*)
 - LIAISON DU LIVRE

- CERCLE INTER-BANQUES

* * *

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h, à la MJC La Paillette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poiliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h au local « Culture et Liberté », 72, bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon (GAL) : tous les lundis à partir de 20 h 30, 78 rue Denfer Rochereau - 69 004 Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe du Havre et région, « l'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier - 76 600 Le Havre. Permanences le lundi, mercredi, samedi, de 18 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (Tel. 668-48-58).

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corré (quartier St-Roch) à Amiens.

Groupe Voltaire : 26, rue Piat-Paris 20^e. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Elisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.

Atelier du Soir : pour tout contact, écrire à Atelier du Soir BP 14 - IGNY 91 430

Liaison St-Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Etienne.

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - FRESNES-NORD, L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ATELIER DU SOIR
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE ET MARNE
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - ST-MICHEL SUR ORGE
 - VILLEJUIF
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-VILLE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE
 - ST-OUEN
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarnau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chiron, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maulé, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Novon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes, Toulouse.

Le groupe Kropotkine organise en son local 28, rue Carême Prenant divers colloques

SAMEDI 13 OCTOBRE, à 15 h

Le problème des réfugiés basques

SAMEDI 20 OCTOBRE à 15 h 30

L'entraide, facteur d'évolution dans la société

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 13 à 15 h
 51, rue de Lappe
 75 011 PARIS

et

tous les samedis de 15 à 18 h
 26, rue du Wad-Billy
 METZ - Tel. 74.41.58

COMMUNIQUÉS

La liaison de Parthenay appelle tous les intéressés de la région à la contacter par l'intermédiaire des R.I.

Les Lillois intéressés par la lecture du Monde Libertaire peuvent l'acheter à la criée, chaque dimanche au marché de Wazennes, devant l'église. Il y a même un stand.

Les camarades intéressés par la création d'un groupe sur St-Brieuc peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I.

* * *

Le groupe libertaire vendéen s'est constitué et appelle les sympathisants de Vendée à le contacter par l'intermédiaire des R.I.

* * *

Le groupe de Ris-Orangis vient de se constituer et appelle tous les intéressés à le contacter par l'intermédiaire des R.I. ou lors de la vente du ML tous les samedis de 10 à 12 h sur le marché de Ris-Orangis.

Pour contacter les R.I. écrire à la librairie Publico 3, rue Ternaux 75 011 PARIS

Le groupe Louise Michel modifie ses permanences elles seront désormais les suivantes

- * le lundi de 18 à 20 h
- * le mercredi de 16 à 19 h en même temps que la permanence du collectif IVG
- * le samedi de 17 à 19 h

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe de Troyes « Les Temps Nouveaux » organise des réunions-débats au cours de ses permanences à 20 h 30

Adresse : 17, rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche) à Troyes

MARDI 16 OCTOBRE

Présence de l'anarchisme en Espagne

Le groupe de Massy vient d'éditer une affiche que nous ne pouvons reproduire pour raison technique et dont le texte est le suivant

*Ne produisons pas des enfants comme on fabrique des balles de fusil
 La procréation ne doit pas être un accident mais un acte volontaire
 Oui à la contraception et à l'avortement*

L'affiche est vendue 2 F l'unité ou 0,50 F à partir de 10 ex.

VIENT DE PARAÎTRE

LA RUE N° 27

Au sommaire des articles de
 Jean Barrué
 Ronald Creagh
 Maurice Joyeux
 Jeanne Humbert
 Jean-Marc Raynaud
 RmqS

et un inédit de
 Elisée RECLUS



Un numéro spécial hors série du Monde Libertaire est paru sous le titre « L'URSS AUJOURD'HUI ». Ce numéro est de 8 pages et est vendu au prix de 4 F. En vente à Publico.

On ne le trouve pas à la Samaritaine

Le groupe de Bordeaux vient d'éditer un calendrier pour l'année 1980, avec des dessins de J.P. DUCRET sur des thèmes chers aux révolutionnaires.

Ce calendrier est en vente à Publico au prix de 20 F l'unité (+ 3,50 F de frais de port si vous désirez vous le faire expédier).

Vous pouvez vous le procurer directement auprès du groupe de Bordeaux, 7 rue du Muguet à Bordeaux ou le commander à cette même adresse où l'on vous fera une remise de 25% à partir de 5 exemplaires commandés. Les règlements effectués auprès du groupe de Bordeaux doivent être faits à l'ordre de G. Durou.



LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

	TARIF		
	France	Sous-pil ferme	Etranger
3 mos	50 F	78 F	55 F
6 mos	95 F	120 F	110 F
12 mos	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

Alain Port et Philippe Groud sont incarcérés depuis le 28 avril pour fait de désertion. Ils passeront en procès le 23 octobre 1979 aux TPIA à Metz. Ensemble, ils déclarent : « Nous avons tous deux fait la même demande pour affirmer notre volonté de lutter contre les institutions militaires et non pour échapper individuellement aux obligations militaires. Nous revendiquons le statut d'objecteurs de conscience pour tout individu, cela à tout moment et pour tout motif. L'obtention de ce statut pour les déserteurs permettrait d'élargir la brèche ouverte dans l'institution militaire par les objecteurs et Louis Lecoin. Mais notre lutte ne se limite pas à cette obtention, elle vise également à dénoncer le rôle politique de l'armée ». La Fédération Anarchiste soutient le combat anti-militariste d'Alain et de Philippe. Elle appelle tous ses sympathisants à venir nombreux lors du procès.

Le GRIT nous communique : « Bombe fumigène contre un centre de documentation militaire. Dans la nuit du 28 septembre vers 1h du matin, des insoumis du GRIT (Groupeement Révolutionnaire Insoumission Totale) sont intervenus contre le centre de documentation militaire situé rue de Vaugirard (15^e). Après avoir éparpillé des tracts et tracé des slogans à la peinture sur les murs du centre de documentation militaire, ils déposèrent dans le hall une bombe fumigène de forte puissance. La fumée très dense devait se propager dans l'ensemble des locaux et dans l'immeuble juxtaposé. Les dégâts sont symboliques : murs noircis et début d'incendie contre la porte du local militaire. Par cette intervention, le GRIT entendait attirer l'attention sur le sort de quelques centaines d'insoumis incarcérés dans les prisons françaises. (Derniers en date : Loïc Lostanlen et Xavier Doisy, condamnés vendredi dernier à 18 mois de prison ferme par les TPIA de Rennes). Tout en prônant une insoumission civile et militaire, le GRIT annonce qu'il continuera à se battre sans relâche pour la libération de tous les insoumis et déserteurs emprisonnés ».

Le Ciné-Club GENERIC change de salle. Il s'installe 8, rue de Palestine 75019 Paris (Métro Jourdain). Le juge et l'assassin de Bertrand Tavernier passe mercredi 17 octobre à 20h.30

Les conférences « Défense de l'Homme » organisent une conférence-débat sur le thème : « Où en est la radiesthésie ? » avec Michel ROUZÉ, auteur de La radiesthésie. La radiesthésie, illusion ou réalité ?... fera aussi l'objet d'étonnantes expériences par notre ami Mystag. La parole sera donnée aux contradicteurs. Cela aura lieu le 29 octobre à 20 h 30, salle de la Libre-Pensée, 12, rue des Fossés-St-Jacques à Paris (5^e), la participation aux frais étant de 10 F.

Procès

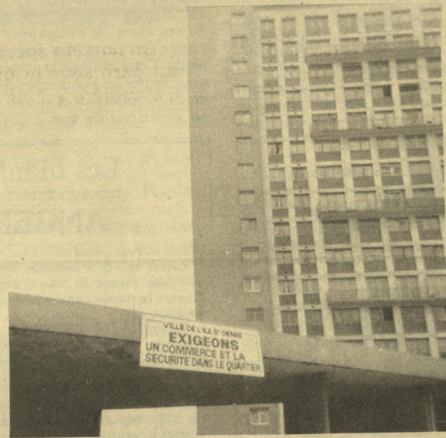
2 sympathisants de la FA d'Alençon (Orne) passeront devant le juge d'instruction du palais de justice de la ville, lundi 15 octobre à 14 h, inculpés d'injure à l'armée et provocation à l'insoumission. Les 2 camarades ont été interceptés en mai 79 par les services de police alors qu'ils circulaient dans leur véhicule où se trouvaient des affiches antimilitaristes émanant de la FA. Venez nombreux les soutenir !

« Puisqu'on vous dit que c'est un accident... »

Je ne sais pas comment c'est, chez toi. Ici d'où j'écris, c'est une grande ville à ce qu'on dit, avec même DEUX hyper-marchés. C'est parfois pratique, tu vas voir. Les zyper-marchés, tu connais, avec surveillance électronique et petits écrans rasanturants au coin des rayons : « Souriez, vous êtes filmé... » et le bon peuple sourit. Et c'est quelque chose quand même ! Maintenant il y a encore mieux, si tu te sers en douce et que ton sourire ait réussi à troubler la caméra, tu seras pas quittes pour autant : les petites étiquettes sur les tentants articles, elles sont magnétiques, et quand tu sors, y'a un zinzin magnétique aussi qui les reconnaît et qui se met à clignoter à tout-va dans la salle de contrôle, et un surveillant trop content se propulse déjà bavant de sa petite cage, pour alpaguer le (la) délinquant (e), et le bon peuple applaudit, qui ne sait même pas qu'on a déjà en lieu et temps utiles prévu comme de bien entendu, d'établir les prix de la camelote

ner à la fouille, bref houspilles et horions commencent à pleuvoir, la foule bon enfant s'agglutine. Ça se gâte pour l'immigré. Le malheureux perd le contrôle de ses nerfs, s'égosille, s'arrache à la griffe de l'autre paillardon, fait quelques pas désordonnés... et s'écroule. Foudroyé par l'émotion. Crise cardiaque.

On n'a rien retrouvé sur lui - rien de répréhensible. Par contre une maman devait bien vite s'apercevoir de ce que son gamin, « comme ça », par jeu ou pour rien, ou parce qu'il trouvait ça joli, avait détaché d'un rayon l'une de ces petites étiquettes, tu sais, les magnétiques, celles auxquelles le zinzin dit bonjour au passage... et qu'il la tenait innocemment en main, au creux de sa petite pogne en sortant. Il a dû prendre une baffe, j'espère. Je ne sais pas comment il s'appelle. L'autre non plus, celui qui est mort, mort d'avoir pas la tête à Mon-Beauf, mort d'avoir voulu faire ses courses aux grands magasins, chez moi...



en fonction des probabilités de « pertes et vols », et qu'il paye de toute façon et par avance ce qui pourra ou pas être « récupéré » au passage par de grands ou petits mandrins, celui-ci sans risquer et par spéculation, celui-là parce que la tentation, la pub', eh puis, déche oblige... enfin, le problème n'est même pas là pour l'instant.

Adonques se propulse notre clébard galonné, pour abattre une pogne moralisatrice sur l'épaule du voleur, et le désigner à la vindicte publique ainsi qu'au poste du coin. Oui mais, problème, car le zinzin électronique n'en est quand même pas à afficher un nom ou un portrait, et à la cadence où ça sort, la clientèle, y'a forcément un tri à opérer. Heureusement pour « notre » chien de garde, y'a des individus vraiment qu'ont la tête de l'emploi, suspects de naissance, à se demander où ils ont la tête de foutré les pieds dans des endroits publics, respectables et bien gardés... Celui que cueille du premier coup d'œil exercé de notre flic à la retraite, comme par hasard est basané, Algérien ou quelque chose comme ça, « ils se ressemblent tous » (avec ou sans passe-montagne). L'interpellé stupéfait (on n'a pas idée d'avoir, EN PLUS, la conscience tranquille) se débat comme un beau diable, refuse de se laisser entrail-

Je ne sais pas comment c'est, chez toi. Chez moi, ici d'où j'écris, si un type se fait harponner à pratiquer la tire dans un Hyper ou ailleurs, sûr qu'on saura son nom par les gazettes, si en plus c'est un « Algérien », t'auras droit au maximum de pub'. Mais là, on saura pas. Il devait s'appeler Mohammed, comme tous les autres, les sept cent mille... Pour les canards du coin, pas d'intérêt. Vaudrait même mieux minimiser. Dans l'entrefilet réglementaire - intervention pompiers oblige - on saura qu'un « citoyen algérien... » dans « un hyper-marché de la région havraise... » Déjà pas mal qu'on en cause, faut pas demander l'impossible.

C'est du banal, du quotidien. Moi, dans ce quotidien-là, du flicage tous azimuts au racisme aveugle, en passant par la complexité d'une presse pourrie et à genoux, je puis trois raisons, dix mille tentations et plus de prendre un lance-flammes, façon de parler bien entendu, et ma non-violence me fait chier, je la lui ferais pour un rien...

Chez moi, des zypermerdes, il n'y en a que deux : ça s'appelle « Mammouth » ou « Auchan » - publicité gratuite, ne me remercie pas c'est le moins que je puisse.

Souriez : vous êtes filmé.

J. ELLEM - Le Havre

Soutenez Le Monde Libertaire
ABONNEZ-VOUS

Tintin aux Amériques

Monsieur Pape, V.R.P. de la maison Dieu père et fils, fait sa tournée. Apparat, public, gogos et vendeurs de bondieu-series. Le décorum y est. Pour trois pater, deux ave (et le denier du culte) je vous offre un paradis en bon état de marche avec anges radieux, lumières diaphanes et éternité. Maison de confiance, garantie par vingt siècles de tradition sans aucune réclamation au service après-vente. Qui dit mieux ? Darty est un rigolo ! Les arguments de vente du produit n'ont pas varié : bons sentiments, aimez votre ennemi, tendez la joue gauche, on est tous des frères, pardonnez nos offenses. Et humaniste éclairé avec ça : les justes droits des palestiniens et des juifs, plus de tortures et de guerres.

Eh ! Mr Pape, tu te fous de nous ou quoi ? Si le problème irlandais s'enlise ce serait pas, par exemple, à cause du clivage passionnel entre factions confessionnelles où tu as pris une bonne part de responsabilité avec ta religion ? Et le Liban tu y es peut-être pour rien non plus ? Et l'huile sur le feu pendant 2 000 ans entre les juifs déicides et les musulmans infidèles pour la grande gloire de ton seigneur hypothétique ? Et les régimes de barbarie nazis que ton copain Pie approuvait et bénissait, les tortures en Amérique latine par tes « frères » à qui tu donnes l'hostie ?

C'est trop facile d'avoir foutu la terre à feu et à sang pour le compte de ton patron dans les nues et les bénéfices bien matériels de ta caste de gourous. Maintenant tu sens que le vent tourne, tu devrais non-violent et humaniste ? C'est trop facile d'avoir collé toute une civilisation dans un carcan manichéiste, le bien/le mal touche pas pipi/caca halte à la contraction/pas d'avortement - c'est un crime, et te poser maintenant en redresseur de ce que tu as irrémédiablement torqué pendant exactement 1979 ans.

Tu fais rire les mouches, Paulo. Contente-toi de tes actions de la Montedison et de ses boues rouges, de la moitié des appartements à louer à Rome qui l'appartiennent. Estime-toi heureux de bien bouffer, d'avoir deux piscines privées et une paire de basket neufs. De disposer d'assez d'argent de poche pour payer tes nerfs du Christ-Roi et Jean Guilton le publiciste bien connu.

Contente-toi de ton pouvoir financier temporel. Sois un bon représentant pour tes salades terrestres mais lâche-nous un peu avec ton « autorité morale ». L'incendiaire devenant capitaine des pompiers ! On aura tout vu en ce bas monde.

Et maintenant le mouvement anarchiste va te faire un cadeau. Il t'apporte gratuitement la réponse que tes théologiens cherchent depuis longtemps : ton fameux dieu de bonté et de justice n'existe pas. Preuve absolue : il l'aurait, à coup sûr, déjà foutu son pied au cul en te traitant de charlatan et de vieux guignol décoré. Ipso facto !

Paul SET

Un fou au Palais

Notre camarade Gérard Caramaro, comme nous vous l'annoncions voilà deux semaines, était le dernier des « inculpés du 23 mars » à devoir passer en jugement, le mercredi 3 octobre.

Lui qui nous confiait, peu de temps avant le procès, avoir confiance en la justice de son pays, nous prie de faire savoir que c'est fini et qu'on ne le reprendra pas de sitôt à faire preuve de tant de naïveté.

Gérard Caramaro a été relaxé au terme d'un jugement bâclé, après une séance si courte qu'il ne sera jamais possible de relater les minutes du procès, celui-ci n'ayant duré que 45 secondes.

On se souvient que ce procès avait été plusieurs fois reporté, une expertise médicale ayant été demandée à la suite d'une légère dépression de notre camarade. Les psychiatres ont mis le paquet, c'est le moins qu'on puisse dire. Les « ennuis de santé » de notre camarade ont beau être ultérieurs aux « événements du 23 mars », cela n'a pas empêché la mafia psychiatrique de déclarer que Gérard Caramaro était ce jour-là bien loin de son

« état normal ». Ainsi, le Parquet a pu limiter le cas de notre camarade au strict plan médical, évitant par là-même que le débat se situe à sa vraie place, c'est-à-dire sur le plan « politique ». Et voilà ce que ça a donné :

Mme la juge (victoire du féminisme ?) : « Mr Caramaro, les faits qui vous sont reprochés sont les suivants (suivent les fameux faits). Vous avez ensuite été soigné et le rapport médical a conclu que le jour où vous avez accompli les faits qui vous sont reprochés, vous étiez dans un état d'excitation maniaque » (petits rires dans la salle). On vous a guéri depuis. Ça va mieux maintenant ?

Gérard Caramaro : « Moi ça va très bien, merci, et vous ? »

Mme la juge ne répond pas à la question pourtant sincère de notre camarade et poursuit : « En vertu donc de l'article n° tant le tribunal vous relaxe ».

Gérard Caramaro, sa petite déclaration toute prête à la main, a été prié de la faire une autre fois. Son client étant relaxé, l'avocat, JC. Pilschke, n'a pu souffler mot non plus.

Le grand cirque des « procès du 23 mars » se terminait...

De notre correspondant au Palais

La déclaration qu'on n'a pas entendue

« Nous sommes douze membres de la Fédération anarchiste arrêtés ce vendredi 23 mars, lors que nous nous apprêtons à rejoindre la manifestation organisée par la CGT, anarchistes solidaires des sidérurgistes et ce afin de divulguer pacifiquement nos propositions sociales et révolutionnaires.

Partie prenante du service de sécurité de notre cortège, les hampes de nos drapeaux nous serviront d'inculpation à ce procès d'intention qui nous est fait : nous serons en effet interpellés avant même d'avoir pu gagner la place de la République, départ de la manifestation.

Subissant les effets de ces lois et procédures sclérotées, nous constatons que les nombreuses provocations étatiques, si l'on doit se référer aux encore récentes actualités, n'ont pas la volonté des travailleurs, leur soif d'autonomie et d'indépendance vis à vis de l'Etat et de ses chiens de garde décidément malmenés.

Pour en revenir à ces procès et aux lois sclérotées, si les délits politiques ne justifient pas l'injustice expéditive des « flagrants délits », que font donc dans ces boîtes tous ces individus, hommes et femmes venus exprimer leur angoisse d'avenir et leur colère ? Il est bien vrai que « la justice n'est en aucune façon l'œuvre de la loi », et vous devez savoir que la répression n'empêchera pas la radicalisation grandissante des luttes.

Sans doute pour cela a-t-on voulu empêcher la Fédération anarchiste de manifester, car nos mois d'ordre de toujours, tels qu'Action directe, « Pour la grève générale expropriatrice », sont, de fait, à l'ordre du jour. Sans doute est-ce pour cela que la répression a frappé la Fédération anarchiste au niveau national (procès d'Aliz, de Cadillac, Grenoble, Toulon, Tours, Marseille et maintenant Paris : procès de militants, perquisitions aux domiciles et au local, etc.).

Solidaires de toutes les victimes de la répression, nous continuons le combat, plus décidés que jamais à le mener pour une révolution communiste et anarchiste.

P.C. et nucléaire

JE T'AIME, MOI AUSSI...

C'est entendu ! Le Parti Communiste Français, par l'intermédiaire de son secrétaire général Georges Marchais a dit : pour mettre fin à cette politique d'austérité du gouvernement nous sommes prêts, s'il le faut, à nous allier avec le diable ! Satan avec nous !

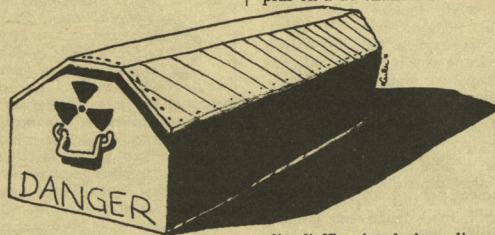
Pour l'heure, le diable ne semble pas être un parent proche de nos chers socialistes à faux nez, car de ce côté-là l'alliance n'est pas évidente. Alors s'agissait-il de propos révolutionnaires. Soyons sérieux, les communistes n'ont donc pas fini de nous faire sourire, eux dont les conceptions en matière d'autogestion étaient déjà bien hilarantes. Mais revenons-en, si vous le voulez bien, à quelque chose de beaucoup plus pénible : le nucléaire avec, en l'occurrence, les positions du même P.C. qui, comme vous allez pouvoir le constater, ne manque pas, là non plus, d'un certain cynisme.

Certains esprits naïfs pourraient croire que depuis l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island près de Harrisburg en Amérique, les positions nucléaires des différents partis politiques aient été modifiées, il n'en est rien, bien entendu ; le gouvernement français poursuit inexorablement son projet accélérant même les réalisations, et les engagements pour de nouvelles centrales se font à un rythme de plus en plus élevé ; quant au Parti Communiste, il considère non seulement qu'il ne faut pas stopper ce programme mais au contraire l'accélérer, car pour lui être contre le nucléaire c'est être criminel (finesse de la dialectique ?), d'autre part, il faut accepter les déchets étrangers à la Hague, cela rapporte des devises, enfin la construction du sixième sous-marin nucléaire à Cherbourg est une bouffée d'oxygène pour l'emploi. Un oxygène, camarade, qui avec de tels raisonnements risque un de ces jours de nous faire cruellement défaut. Bref, pour le P.C., tous ceux qui sont hostiles au nucléaire ne sont à ses yeux rien d'autre que des irresponsables. Pas étonnant qu'avec de telles thèses véhiculées comme on le sait par les médias, un récent sondage effectué en mai dernier indique que 62% des français se déclarent favorables au programme nucléaire. Signalons tout de même au passage que dans les villes autour desquelles une centrale nucléaire doit s'implanter, 90% des habitants y sont hostiles. On devine donc aisément les endroits où le sondage, dont je parlais plus haut, n'a pas été effectué...



Le P.C.F. est donc, si on l'en croit, 100% favorable au nucléaire mais attention pas n'importe lequel, il faut que sa gestion complète en soit confiée, devinez à qui ? mais à l'Etat, bien entendu. Car il est clair que c'est la gestion privée qui seule rend le nucléaire dangereux. Seulement là, nos éminents stalinien oublient de se tourner vers les pays socialistes dont le bilan comme chacun sait est positif !...

En U.R.S.S., plusieurs accidents se sont déjà produits dans des centrales nucléaires soviétiques et une explosion s'est même produite en 1973 dans le surrégénérateur de Chevtchenko au bord de la mer Caspienne et c'est une zone de plusieurs centaines de



milliers de kilomètres carrés qui est interdite à cause de sa radioactivité. Par ailleurs en Tchécoslovaquie, la centrale de Jaslovské-Bohunice aurait subi deux graves accidents provoquant la mort de deux personnes.

Continuons dans ses sincères préoccupations en matière de sécurité et de sûreté, le P.C. n'hésite pas à déclarer qu'il est indispensable de « franciser » (ce mot est de lui) la technique. Car un bon nucléaire français, bien de chez nous, sera à n'en pas douter beaucoup moins dangereux et les déchets bien moins radioactifs, on en irait, si l'énoncé de telles conneries n'était pas au fond plus dramatique qu'autre chose. Enfin, il affirme être contre toute forme de suspension du programme qui non seulement permettrait d'après lui comme dans les années 60 un renforcement de l'emprise des groupes multinationaux sur le secteur décisif, notamment dans le domaine du retraitement et de celui des surrégénérateurs, mais aussi parce qu'il aggraverait les risques de pénurie qui pèsent sur l'approvisionnement électrique des Français.

Alors, là, carrément le P.C.F. reprend le même argument que le gouvernement, le fameux mythe de la pénurie, empêchant par là même les travailleurs de réfléchir sur nos besoins en matière d'énergie et sur la société de gaspillage dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Mais il est vrai que la réflexion du militant de base, le parti n'en a cure, obéir, telle est la devise car la tête pense pour vous ! Dans le même style, il faut souligner que c'est à cause du P.C. que les déchets japonais ont pu débarquer à Cherbourg en janvier 79. En effet, alors que 18 organisations voulaient s'opposer au débarquement des déchets, le P.C. a fait, lui, une campagne contre ce type d'action, du coup la C.G.T., son frère siamois, s'est opposé à toute grève et manifestation de dockers.

Cette volonté pro-nucléaire qu'affiche le P.C. est bien évidemment liée au choix de société qui est la sienne, à savoir une société centralisée, étatiste, bourrée de flics et pleine d'individus administrés. Alors que le refus du nucléaire implique un choix d'une société décentralisée, égalitaire, où le gaspillage sera banni, c'est à dire une société fédéraliste libertaire, basée sur l'autogestion et l'auto-administration des communautés, ce qui est notre projet révolutionnaire.

Denis LAROUSSINIE

Guerre nucléaire et protection civile

« Un recensement des abris anti-atomiques devrait prochainement être entrepris en France » a annoncé *Le Monde* récemment (juin 79). Ce recensement répondrait à une vive inquiétude de la commission des finances de l'Assemblée nationale qui craindrait une éventuelle carence en la matière.

Cette préoccupation, pour le moins curieuse a priori, se trouve néanmoins justifiée par l'importance croissante de l'armement tactique de faible puissance (type missile Pluton). Car, contrairement à l'idée répandue stipulant que plus la bombe est puissante plus on a de chances d'être irra-

C'est un raisonnement cohérent, il faut le reconnaître ! Mais la crédibilité de ses auteurs en prend un sérieux coup dans l'aile quand on sait que ceux-ci assisteront à l'apocalypse en spectateurs bien à l'abri à Taverny, au Mont-Verdun ou ailleurs ! Quand on tient ce genre de langage, mieux vaut être du côté du manche !

Car en cas de conflit nucléaire, qui sera protégé ? Personne ! à l'exception de nos chers dirigeants et chefs militaires. En effet, ils pourront douillettement attendre des jours meilleurs dans des cités souterraines où ils seront en parfaite sécurité. S'y rendraient Giscard, Barre et quelques personnages ayant le pouvoir de décision. Quant aux civils, il leur resterait les caves et le métro là où il existe !

En France, donc, si rien n'est fait, ni prévu, par contre il n'est pas de même dans beaucoup de pays étrangers. Eh, oui ! ces pauvres n'ont pas la chance de bénéficier des lumières des généraux français.

* La Suisse, par exemple, a entrepris systématiquement, dès les années 50, la construction d'abris dans les bâtiments publics et privés. Depuis 1966, la construction de ces abris est obligatoire dans toutes les caves des immeubles neufs. Cette obligation est valable pour toutes les communes de plus de 1 000 habitants et il n'en coûte au contribuable que 100 francs

par an. Les yeux de la tête, quoi ! * Les Suédois et les Norvégiens ont un système analogue.

* Les Soviétiques seraient capables de protéger 98% de leur population selon un négociateur américain des accords SALT.

* Les Chinois ont, dans la plupart de leurs villes, un système de tunnels débouchant dans la campagne.

* Quant aux américains, s'ils n'ont pas réussi à obtenir une discipline suffisante de la part de leurs concitoyens pour élaborer un programme national de défense, il n'en reste pas moins que beaucoup de villes ont un système autonome de défense civile avec évacuation et approvisionnement de la population.

Bien sûr, pour nous anarchistes, il ne s'agit pas de plaider en faveur de la construction d'abris en laissant dans l'ombre le problème crucial qu'est l'armement nucléaire et ses potentialités apocalyptiques. On n'aménage pas la poudrière sur laquelle on est assis, on la supprime. C'est plus sûr ! Mais il était tout de même intéressant de noter que dans un pays qui se targue d'être libéral et démocratique, on méprise à ce point les gens, qu'on les tient dans l'ignorance et qu'on ne les consulte pas même quand il s'agit de leur vie !

JEAN-PIERRE
Groupe SEVRAN-BONDY

Les bienfaits de la gauche

ANGERS SANS BUS

Depuis plus de 3 semaines, une crise politique secoue la ville d'Angers à travers la municipalité d'Union de la gauche.

Résumé rapide de l'affaire : Jean Monnier, maire socialiste d'Angers, annonce un plan de restructuration des bus d'Angers, la STUDA, plan qui prévoit entre autres le licenciement de 47 employés (sur un peu plus de 300). Riposte immédiate du personnel : grève illimitée soutenue par les sections CGT et CFTD, tant que les licenciements seront compris dans ce plan. Les élus communistes protestent également contre ce plan ; suite à cette protestation, Jean Monnier démet de ses fonctions un adjoint communiste à la municipalité, un dénommé Boué. Monnier refuse de revenir sur ses positions, la CGT et le PC soutiennent à fond la grève du personnel tandis que la CFTD essaie de temporiser. Le CERES rejoint les oppositionnels au maire. Tracts, réunions publiques contradictoires se succèdent. Au bout de 3 semaines de grève, les employés votent la poursuite du mouvement à plus de 80% des voix.

Monnier persiste dans sa voie et fait expulser les grévistes qui occupent la mairie. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que ce prétendu socialiste fait expulser manu militari des occupants. Au début de l'année il avait ordonné de faire évacuer le centre IVG occupé par des militants du Planning Familial. Bref, notre socialiste rose-ou-rouge décide d'affronter le personnel des bus et les élus communistes, tout cela sous l'œil goguenard de la droite qui se frotte les mains en pensant aux prochaines municipales.

Tout cela nous paraît très intéressant, en tant qu'anarchistes, car c'est la démonstration au niveau local de ce que nous avons toujours clamé à propos de la prise du pouvoir par les communistes ou socialistes de tous poils. Et c'est l'intervention que nous avons faite en tant que groupe anarchiste auprès de la population angevine. C'est en effet la démonstration directement « palpable » pour les Angevins des bénéfices que les travailleurs peuvent tirer de la gauche au pouvoir (municipalités, Parlement ou gouvernement) ; d'une gauche qui s'installe dans des institutions mises en place par la bourgeoisie dans le seul but d'asseoir les privilèges d'une minorité sur la masse, d'une gauche qui devient par conséquent une bonne gestionnaire du capitalisme et de ses crises.

Car c'est bien l'application concrète de nos critiques qui s'est déroulée à Angers depuis la victoire de la gauche

en 1977. Monnier a en effet brillé par ses actes antipopulaires depuis qu'il a pris les commandes de sa mairie : volonté de fermeture de l'IVG (l'ancien militant JOC qui ressort) contre laquelle nous avons vivement réagi avec le Planning Familial, refus de prise en considération du comité de chômeurs, fermentation de classes primaires et aujourd'hui licenciement de 47 employés des bus (mais ne dit-il pas qu'il faut savoir accepter les réalités ?). Il est vrai que nous avons eu un superbe plateau pétionnaire dans le centre ville avec majorités à l'inauguration. Ça compte !

Mais nous répétons, cela n'est pas le fait d'un homme mais d'une idéologie et d'une stratégie, celles développées et appliquées par notre bonne vieille gauche réformiste. La gestion du capitalisme par la gauche au pouvoir n'est plus à démontrer, elle est une fois de plus à constater.

Ce qui est à noter dans ce conflit, c'est l'attitude du PC et des syndicats. En effet, le PC veut apparaître dans cette affaire avec les mains blanches et comme représentant des intérêts des travailleurs, notamment à travers la CGT, sa courtoise de transmission. Il vise à affirmer son identité de « parti défenseur des travailleurs », appliquant en cela les directives nationales. Les syndicats, eux, appliquent comme il se doit les intérêts des partis qu'ils servent : la CGT soutient le mouvement sur des positions dures, la CFTD essaie de trouver des points de conciliation avec le maire.

Ce qui est aussi à noter, une fois de plus, c'est la non-extension du conflit. Les bus roulent toujours dans les autres villes du département et entre ces villes. A quoi sert donc un syndicat si ce n'est justement à coordonner dans la lutte les employés d'un même secteur puis des autres secteurs professionnels. Encore une fois l'illustration parfaite de chefs syndicalistes se méfiant d'une base un peu trop remuante.

Enfin, gageons qu'avec une telle conception de la lutte, les employés de la STUDA, comme tant d'autres, reprendront le boulot sans avoir rien obtenu, ou des mièvreries. Une fois encore on aura laissé pourrir une grève faute de prendre les moyens de parvenir au fins que l'on s'était assignés.

Ce qui est sûr, c'est que la désillusion sera grande pour ceux qui espèrent encore quelque chose de la gauche au pouvoir. Peut-être un bon point pour les révolutionnaires ?

Gr. Ellaté Reclus-Angers

DEVANT UNE ÉCONOMIE QUI CHERCHE SON SECOND SOUFFLE

Les organisations syndicales font tapisserie !

(suite de la page 1)

Mais si on comprend, je ne veux pas dire on approuve, l'attitude des partis de gauche peu pressés d'essuyer la crise et freinés par leurs notables déjà installés plus ou moins commodément dans la vie publique et qui n'entendent pas jouer leur carrière dans une aventure « révolutionnaire », on comprend moins celle des centrales syndicales dont la vocation est la revendication à partir des besoins des salariés, et en dehors de la conjoncture économique, laquelle, déclarent leurs dirigeants la main sur le cœur, relève des partis dont ils se veulent farouchement indépendants.

basé sur un marxisme autoritaire, stalinien sans dire son nom.

Il faut parler clair. Les conditions d'existence des populations relèvent d'abord du revenu national et ensuite de son partage équitable entre tous les citoyens. J'ai de multiples fois expliqué dans le journal les raisons de la stagnation du revenu national qui, aujourd'hui, se heurte aux prix des matières premières et à la concurrence que nous font les nations en voie de développement qui prennent une rude et justifiée revanche sur l'exploitation que nous leur avons imposée. C'est une situation qui ira en se développant, simplement freinée

Les organisations syndicales sentent confusément ce problème. Elles refusent d'en assumer la responsabilité. Elles préfèrent se retrancher derrière un parti dont elles ne sont plus que le complément ou derrière un apolitisme « petit-bourgeois » (duquel ceux qui avaient voté la Charte d'Amiens surent s'écarter). Elles resteront sur les bases de la revendication catégorielle dans le cadre des possibilités de l'économie. Même la C.G.T., qui n'avancera que camouflée derrière le parti communiste. Toutes pousseront en avant les trente-cinq heures... au conditionnel, mais aucune d'entre elles n'est prête à engager pour cette revendication un combat décisif. Chacun espère ou redoute la décomposition de l'économie qui remettrait en question le régime bien sûr mais également les situations acquises non seulement par les notables mais par une population qui a pris l'habitude de bâtir son existence sur un « plan de carrière ».

Le mouvement libertaire doit réfléchir profondément à cette évolution en ayant bien en tête qu'une diminution brutale du revenu national aboutirait à ne socialiser que la misère, et qu'un



En réalité le discours syndical ne correspond plus à l'attente de la population. Celle-ci a le sentiment confus d'être arrivée à l'extrême limite des possibilités de l'économie capitaliste libérale et son problème consiste surtout à se cramponner à son mode de vie menacé par le chômage, par la stagnation des salaires et par l'augmentation du coût de la vie et cela par tous les moyens dont les plus discutables sont le débouillage individuel, appliqué avec un certain succès par les populations italiennes. Ce divorce entre la population et les organisations syndicales et également les partis politiques de gauche est le fruit de la grande illusion développée ces dernières années sur le développement inéluctable de la société capitaliste, illusion dont les partis et les syndicats, sans parler d'organisations d'extrême-gauche, porte une part importante de responsabilité.

Les syndicats sentent bien que nous vivons à une époque charnière dont les grandes lignes sont à peine esquissées. Leur ambition est limitée à la revendication modeste que l'entreprise peut supporter sans trop de dommages et qu'on pourra monter en épingle l'espace d'un matin pour alimenter le communiqué. Maire a bien compris cette situation d'attente. En recentrant cette politique de la confédération, il a en fait rejeté toute action à caractère national qui ne serait pas sanctionnée par une volonté sans équivoque de sa base. L'échec des grands mouvements de la sidérurgie lui ont servi de leçon. Ceux-ci se sont déroulés dans l'indifférence égoïste du reste de la population et ont été usés par le temps que le gouvernement a mis à son profit après avoir ça et là lâché du lest sur des problèmes de reclassement qui ne touchaient en rien la transformation de l'industrie métallurgiste. Et les organisations syndicales, toutes les organisations syndicales, chacune avec le vocabulaire approprié à leur caractère, ont fait semblant de croire et essayé de nous faire croire qu'il s'agissait de solutions satisfaisantes et imposées par les malheurs du temps ! En réalité et dans le cadre du système capitaliste pris à la gorge par la conjoncture, il leur était difficile de faire autrement. Et c'est bien parce qu'ils ne l'igno-

rent pas que les communistes, qui connaissent bien leurs dossiers, ont refusé d'aller au pouvoir avant que la dislocation de l'économie ait rendu irréversible l'installation d'un nouveau mode d'exploitation

par les acquis techniques des sociétés capitalistes. Aujourd'hui tout le monde en convient y compris la confédération à laquelle j'appartiens. Cette situation imposera un changement de vie et Giscard n'a pas tort lorsqu'il dit que dans dix ans on pourrait vivre mieux, mais autrement ! Mais à la condition que ce revenu national, qui forcément stagnera, soit distribué autrement, ce qui suppose une révolution purement économique et une révolution sociale.

Une révolution économique qu'à la rigueur le système pourrait faire mais qu'il ne fera pas ou qu'il fera mal car il lui faudrait, répartir différemment suivant les industries des tranches du revenu national, bousculer les notables installés dans le pays et qui se maintiennent à travers un électoral rétrograde cramponné à ses manières de vivre, notables qui assurent la pérennité du système du profit sur lequel la classe dirigeante assoie sa domination. Enfin il faudrait distribuer le revenu national à partir des besoins de façon égalitaire afin de relancer un marché intérieur qui permettra aux « capitaux » une rotation plus rapide et un prix de revient amorti par la multiplicité des objets fabriqués. C'est naturellement un autre mode de vie, une autre société qui s'élaborerait à partir d'une redistribution différente du revenu national et il n'est pas sûr que ce soit là le souhait de la population y compris celle des travailleurs. C'est pourtant dans cette voie que toute propagande révolutionnaire doit s'engager si l'on ne veut pas assister une fois de plus à un de ces changements politiques qui laissent en place des classes, que celles-ci soit constituées par le capital ou par l'appareil du parti qui l'aura nationalisé.

Mais de toute façon, et quelles que soient les structures ou le régime d'un pays comme le nôtre, les conditions d'existence des hommes dépendent de ce revenu national et de sa distribution entre tous les citoyens. Nous devons y penser sérieusement lorsque nous proposons des structures à partir du socialisme libertaire. La désorganisation qui suit toute transformation économique est un danger qu'aucun homme sérieux ne peut négliger et c'est la raison qui pousse le parti communiste à attendre que la situation soit sur un point de non-retour pour essayer de s'emparer du pouvoir.

MAURICE JOYEUX

Contre l'exploitation salariale, une solution immédiate : LE SABOTAGE GÉNÉRALISÉ DE LA PRODUCTION

Encore une fois la semaine passée, Giscard en porte-parole mielleux des grandes, moyennes et petites multinationales nous a rechanté à Pau, l'hymne sempiternel et déjà cent fois rabâché du « grand consensus national absolument nécessaire et indispensable ». Nécessaire et indispensable effectivement pour que « l'ordre » règne dans la société et la soumission dans les consciences. Nécessaire et indispensable sans nul doute afin que la restructuration industrielle et son cortège inévitable de répression et de licenciements partout à l'œuvre puissent s'effectuer à moindre frais et permettre ainsi à la bourgeoisie d'ici et d'ailleurs de rentabiliser le capital sur une grande échelle.

Allons z'enfants bien sages de la patrie, objets écornés à produire et à consommer, « serrez-vous les coudes », « serrez-vous la ceinture », « serrez les rangs » et en marche sur deux colonnes, celle du travail asservi et celle du capital qui rengorge.

Patrons et ouvriers unissez-vous face à la crise qui touche et affaiblit la grande famille nationale des fils et des filles de Marianne, notre très sainte mère à tous et à toutes. Le bras droit de Ceyrac qui prépare dès maintenant et activement sa réélection y est allé une fois de plus de son habituel et théâtral couplet pour persuader le prolétariat des villes et des champs de ce pays que ses intérêts seraient irrémédiablement et naturellement liés à ceux de ses exploités. Par un majestueux mais non moins dérisoire tour de passe-passe désormais habituel,

structures d'exploitation-domination qui constituent les bases de la société actuelle.

Toute pensée qui n'est pas dite est une pensée déjà morte, toute parole qui n'engage aucune pratique réellement vécue, qui ne produit aucun bouleversement concret est inutile.

Point n'est besoin de protester verbalement, par tracts, par affiches ou par meetings contre l'absurdité du marché du travail, contre l'esclavage prolétarien qui en découle, contre les médias à la botte et à la solde du patronat si dans la réalité du quotidien et de sa survie chacun de nous n'entend pas à son niveau, selon ses moyens, de mettre délibérément en échec le processus d'accumulation de plus-value qui permet au système de se perpétuer en cultivant avec délice notre exploitation et notre aliénation.

Il importe là de passer d'un stade théorique qui conduit intellectuellement à récuser l'esclavage salarial dans sa globalité et son universalité à un stade pratique qui conduit dès lors sur le lieu même de son travail journalier, par delà les discours et l'impasse revendicative, à attaquer la bourgeoisie au point le plus névralgique de l'édifice qu'elle domine et défend.

Il s'agit d'attaquer la classe dominante au cœur même du procès de travail, en plein centre du mécanisme oppressif de production et de reproduction du profit qu'elle nous extorque par force et par loi. En sabotant délibérément ce travail lamentable et vide de tout sens créatif, pour lequel on nous verse un salaire misérable simplement destiné à entretenir notre force individuelle de travail et à reconduire les mécanismes commerciaux de consommation.

Oui, notre but final doit être la destruction complète et définitive du salariat, de la production marchande et de leur expression politique : l'État. Oui, notre objectif fondamental doit être la gestion directe et totale de la production et de la consommation par les conseils ouvriers librement fédérés entre eux. Le moyen révolutionnaire immédiat de mettre présentement le capitalisme en échec, en visant plus loin à la grève générale insurrectionnelle, c'est le sabotage conscient et actif, qui dans les diverses et multiples formes qu'il peut prendre (détérioration du produit fabriqué, ralentissement du travail, etc.) touche à la racine le profit du capitaliste.

Si la guerre de classe est bel et bien notre objectif ultime, le sabotage sur le lieu de production, le travail qu'on nous force à effectuer est un moyen fondamental et nécessaire de se préparer à l'affrontement ultime.

D'abord au niveau individuel parce qu'il nous permet de refuser (par l'action) l'atomisation de nos existences et la mercantilisation de nos intelligences. Ensuite au niveau collectif parce qu'il est la possibilité d'une émergence effective de groupes autonomes révolutionnaires et anarchistes qui par leur union concrète dans la pratique deviendront les jalons d'un mouvement révolutionnaire de masse, non pas à la remorque d'un quelconque verticalisme syndical ou politique mais autonome par et pour la révolution sociale vers le communisme anarchiste.

La force de travail salariée est la matière première originaire (dans l'espace social) et originelle (dans le temps historique) à partir de laquelle le capitalisme est né, vit et croît. Si l'on veut frapper maintenant et efficacement, c'est là qu'il faut tous ensemble le faire en enrayant la machine à la base de ses rouages. Il dépend de chacun de nous que cette possibilité devienne une réalité concrète de la lutte des classes ; d'une lutte de classe offensive qui dans ses combats d'aujourd'hui porte déjà en germe le monde de demain.

FRANCIS
Groupe COMMUNE DE KRONSTADT



C'est ce consensus-là qu'il faut briser !

mouvement révolutionnaire quel qu'il soit ne tiendrait pas une année s'il ne parvenait pas à stabiliser la production et les échanges. Naturellement la production et la distribution relèvent de l'organisation. L'organisation, en dehors de l'autorité, nécessite une application coordonnée des contrats fédératifs.

Je sais bien qu'il est plus facile de miser sur une lente maturation des esprits à partir de l'éducation. Il s'agit d'un rêve qui agite les esprits depuis des millénaires, mais si les hommes ne vivent pas seulement de pain, c'est le pain qui procure la liberté de l'esprit. L'économie capitaliste issue de l'exploitation des richesses du monde et du profit d'une classe est en train de se détruire. L'économie qui la remplacera conditionnera les nouveaux rapports entre les êtres. Sa solidité et sa durée seront conditionnées par l'organisation de la production et des échanges, leur équilibre et leur harmonisation qui seuls maintiendront un revenu national suffisant à partager entre tous les citoyens de façon égalitaire et qui par conséquent maintiendront la machine économique en mouvement. Hors de ce maintien du niveau de vie, toute transformation aboutit à Thermidor.

la lutte des classes se voyait ainsi une fois de plus métamorphosée en une « juste compétition entre partenaires sociaux ».

Encore et toujours, le traditionnel discours politicien relayé et multiplié par les médias, est apparu clairement pour ce qu'il est objectivement : une gigantesque campagne supplémentaire de poudre aux yeux surfaite.

André Labarrère (député de gauche local) a offert un petit chien blanc pyrénaïen au couple présidentiel ; que c'est mignon ! et comme il leur en faut peu, le vaste panier de crabes politiques était ravi.

S'il existe au moins un niveau où le consensus national (littéralement le sens où tous les cons convergent en la nation) est réalisé c'est bien celui des partis qui, de la gauche la plus « extrême » à la droite non moins « extrême », se font tous désormais un devoir absolu de chercher des solutions « audacieuses » à la crise du capitalisme pour relancer sa productivité sur le dos de notre esclavage quotidien.

Face à cette gigantesque entreprise mystificatrice qui vise à nous faire oublier que nous ne sommes que des serfs permanents destinés à produire de la plus-value, il importe plus que jamais qu'un nombre sans cesse croissant de travailleurs refusent activement les règles falsifiées à l'avance du jeu salarial qui les encasernent à la fois physiquement et intellectuellement.

Il y a urgence dans cette période de restructuration économique et mentale, qui urgence à agir radicalement en profondeur pour mettre non seulement en échec les plans actuels de reconversion salariale, mais encore et surtout pour tenter collectivement de réapprendre à vivre en mettant à bas la totalité des

FRANCE TERRE D'ASILE

Un camarade italien menacé d'expulsion

PIER Paolo Goegan, militant de la FA italienne, inouïs dans son pays, se trouve sous le coup d'un arrêté d'expulsion, signé par le ministre de l'Intérieur, en date du 2 avril 1979.

Sa présence sur le territoire de la République est de nature à... troubler l'ordre public (art.23 de l'ordonnance du 2 nov.45). Il a osé revendiquer et exprimer ses opinions politiques anarchistes dans un article paru dans le mensuel « IRL » (Informations rassemblées à Lyon) du 15 janvier 79. Il y a dénoncé toute l'oppression que nous subissons dans le quotidien de cette société « libérale »...

Il passera en procès le 16 octobre à 14 h à la 6^e chambre correctionnelle de Lyon, pour répondre d'une inculpation d'incitation à la violence, sur la base des articles 23/24 de la loi sur la presse (loi du 29 juillet 1881).

Ainsi se manifeste la volonté de l'Etat de résoudre par une énième expulsion le « gênant » problème du droit à l'expression de tout individu en tant que tel (français, immigrés, étrangers...)

* Un dossier d'IRL de 8 pages vient de paraître, comprenant articles de presse, l'article inominé, la réponse de la rédaction du journal et diverses prises de position contre l'expulsion du camarade. On y trouvera aussi l'appel adressé par Pier Paolo Goegan « A tous les anti-autoritaires en mouvement », dont nous reproduisons des extraits ci-dessous. Ce dossier est disponible à Lyon auprès de IRL 13, rue Pierre Blanc-Lyon 1^{er} ou à Paris au local du groupe E. Goldman 51, rue de Lappe (11^e).

Groupe Emma Goldman (Paris 11^e)

« L'heure du procès, devant le tribunal correctionnel, s'annonce prochaine. S'il va falloir que je me défende, ou pour mieux dire que je me fasse défendre du point de vue technico-juridique (en l'occurrence par M. J. J. Gay) dans la mesure où j'irai au procès, il n'en demeure pas moins que ma véritable défense, l'adresse à l'ensemble du mouvement anti-autoritaire international, sous la forme d'une contre-information explicative qui précise les termes de l'affaire tout en situant dans son contexte naturel : la lutte contre toute forme d'institution. Quant à la justification éventuelle, le cas n'échoit pas, car face au pouvoir et à ses articulations répressives, je n'ai rien à justifier, mais tout à revendiquer ; sur le terrain politique, sur le plan de la responsabilité politique.

« Eut-il pu y avoir un doute sur l'intention ou sur l'élément intentionnel de l'infraction ? De mes intentions aussi, je me tiens pour responsable. Mais vis-à-vis de moi-même, de l'efficacité de leur traduction en pratique, de leur matérialisation. Absolument pas vis-à-vis de policiers en quête de... l'esprit de preuve. Certainement, je me considère comme responsable dans la lutte contre les institutions, de leur efficacité, de leur potentialité, de leur capacité de faire ressentir toute la force du, ou des espoirs des exploités et toute l'importance de la matérialisation de leur besoin de révolte. J'ai une place à occuper, une contribution à donner, une empreinte personnelle à laisser. A cela je ne renonce pas.

« Les limites de la responsabilité politique ? Est-ce la réponse qui les décide ? A qui réponde, sinon à cette dimension idéale qui donne sa vaste signification, dans le cours de l'histoire, à l'insoumission contre toute forme de contrainte, d'irresponsabilité, de subordination, de hiérarchie, d'obéissance, de légalité. La revendication de cette responsabilité a pour seule limite sa dimension historique. La répression n'en existe pas moins, et elle frappe. Il faut y faire face. Echance institutionnelle, le procès doit être transformé en échance anti-institutionnelle. Cela est possible et se réalisera dans la mesure où on est capable de créer un quantum de contre-pouvoir au-dehors et avant le procès. Dans ce cas, il s'agit d'assurer, sur le terrain pratique, la possibilité de gérer véritablement les espaces d'expression, non ceux que l'Etat, les lois ou les autorités nous abandonnent mais de les imposer sur le terrain sous toutes leurs formes, légales ou illégales. Si un acte n'est pas légal, sa légitimité peut toujours se garantir. La lutte contre le pouvoir ne peut qu'imposer des affrontements. Mais nous, ces affrontements, nous ne les faisons pas pour prendre le pouvoir, nous voulons le détruire, le vider de sa redoutabilité et de son essence. C'est là le terrain de confrontation et de destruction. Une identité à revendiquer. Une répression à combattre. Revendiquer la responsabilité politique. Lutter contre

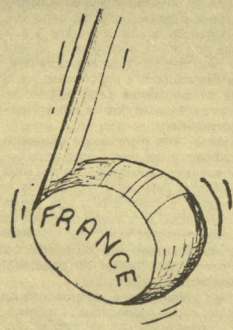
la responsabilité pénale que l'Etat veut nous faire supporter. Car on ne reconnaît pas la justice de l'Etat, sa légitimité. Je veux rester en France. Pas n'importe comment toutefois. Je n'entends pas mendier quoi que ce soit au pouvoir que je ne reconnais pas et contre lequel je lutte. Maintenant, après le conflit entre les pouvoirs, qui nous a quelque peu favorisés, il faut faire reculer LE pouvoir. L'enjeu est politique et va au-delà de mon destin personnel. Moi, je représente seulement une échance, à ne pas rater, bien sûr, mais ce qui compte davantage, c'est la revendication la plus large possible sur le terrain de la liberté d'expression sous toutes ses formes : écrite, parlée, jouée, etc. C'est l'égalité de conditions de vie et d'expression de tout l'individu en tant que tel, français ou pas, immigrés tous. L'expulsion, c'est une arme de répression à la va-vite, qui frappe d'abord les étrangers, mais le terrain se restreint pour tous, et ce serait là un échec collectif.

« Je ne pourrais jamais arriver à dire, comme Franco Piperno : « Pour tout homme libre, il y a deux patries, la sienne et la France ». Bien qu'évidemment solidaire avec lui (et il est vrai que face à une condamnation à perpétuité...), je ne peux être d'accord avec ce genre de phrases. Je ne cherche pas une patrie, je revendique une signification. Si je veux l'avoir en France, je tiens à y rester. Mais ce n'est pas seulement une question de ma volonté. Il doit y avoir une riposte politique. Frappé par la répression, je vous « incite » tous et toutes à vous reconnaître dans la lutte contre la répression, et je souligne l'importance que peut avoir l'utilisation de la liberté d'expression.

« Ceux qui sont exploités(e)s tous les jours n'ont pas besoin d'être « incités » à la violence ». Provoqué par l'exploitation elle-même, elle existera de toutes manières. Mais il faut que ceux qui subissent l'exploitation assument et organisent leur révolte, d'une manière efficace et responsable. Ils et elles se mettront ainsi à même de faire face à l'inévitable répression de l'Etat.

« Je revendique mon anarchisme, ma militance anarchiste, ma responsabilité pour ce que je suis, pour ce que je fais ou ne fais pas. En France et ailleurs, mon but reste une société de libres et d'égaux, qui passe par la destruction de l'Etat.

P. P. Goegan



informations internationales

Allemagne

SCANDALE A HAMBOURG — Durant la guerre, la firme Stolzenberg (de Hambourg-Eidelstedt) fabriquait - entre autres munitions de guerre - des gaz de combat qui restèrent, comme on sait, inutilisés. Ils étaient entreposés dans la lande de Lunenburg et après 1945, les Anglais avec le concours des prisonniers allemands recherchèrent ces dépôts pour évacuer ces gaz toxiques. A plusieurs reprises la presse avait signalé qu'il restait ça et là de ces produits dangereux. La firme Stiltzending possède une réserve de ces gaz et les autorités de Hambourg ne semblent pas avoir exercé un contrôle sérieux sur la détention de ces gaz toxiques. La population s'est donc émue du danger que font courir ces produits sans surveillance et sans protection. Le scandale est double : mépris de la firme à l'égard de la population, incurie des autorités qui ont toléré ces agissements.

PROCES EN COURS — Astrid Proll, qui appartient au groupe RAF (Baader-Meinhof), avait été réclamée par la justice fédérale à la Grande-Bretagne. Dès la première audience de son procès à Francfort, l'avocat général a conclu à sa mise en liberté, la fuite de l'accusée n'étant pas à redouter ! Cela n'entraîne point la mise hors de cause et le procès continue.

Le procès contre trois membres du collectif d'imprimerie Fantasia et deux membres du comité de défense des prisonniers de l'Europe de l'ouest (voir M.L. du 20-9) a commencé le 10 septembre à Stammheim (Stuttgart). Dès le début les accusés ont protesté contre l'aggravation de leurs conditions de détention et les fouilles auxquelles ont été soumis leurs avocats. Le ton s'éleva et le public manifesta : l'évacuation de la salle fut ordonnée et la police opéra sans ménagements. Le procès continua en l'absence de public et malgré les protestations des accusés et de leurs défenseurs. A faire à suivre...

Singulier procès que celui qui s'est ouvert le 24 septembre à Stammheim, à l'encontre de Marion Folkerts. Elle fut arrêtée le 25 mai à l'aéroport d'Orly pour délit de faux passeport. Au pire elle aurait dû être soumise à la justice française et à la date du 25 mai aucun mandat d'arrestation n'était formulé contre elle en Allemagne fédérale. Mais l'Internationale policière (la Convention antiterroriste I) veillait, dans la nuit du 25 au 26 l'ordre de l'arrêter fut transmis et le 26 Marion fut transférée en Allemagne à bord d'un avion spécial de la police criminelle fédérale. Marion est suspectée d'appartenance à une organisation terroriste : n'est-elle pas en effet la belle-sœur de Knut Folkerts (membre de la RAF) et la femme de Uwe Folkerts (lui aussi arrêté) ? Ces liens familiaux sont l'argument essentiel de l'accusation. Le procès de Marion est lui aussi à suivre...

Paraguay

PARTIS SANS LAISSER D'ADRESSE — La « disparition », mal répandue un peu partout en Amérique latine, n'épargne pas cet autre paradis pour militaires qu'est le Paraguay.

Miguel Angel Soler, Deriz Villagra et Ruben Octavio Gonzales Acosta, tous trois membres du parti communiste paraguayen, arrêtés par la police en novembre 75, avaient depuis lors « disparu ». Amnesty International nous apprend, dans un communiqué transmis au journal, que ces trois militants sont morts sous la torture dans les locaux de la police. Soler a été battu pendant plusieurs heures à coups de fouets et de barres de fer, puis ses bras et ses mains ont été coupés en petits morceaux. Villagra, baillonné et attaché, a été frappé à mort à coups de matraques de caoutchouc et de barres de fer. Le communiqué ne dit rien du traitement infligé au troisième « disparu », Ruben Gonzales, mais nous savons qu'en ce domaine l'« imagination » des tortionnaires est sans limites.

Italie

COLLOQUE — Les 28, 29 et 30 septembre a eu lieu à Venise le Colloque International d'étude sur l'autogestion que le ML avait annoncé. Cette rencontre, organisée par le Centre d'Etude Pinelli de Milan, s'inscrivait dans la suite des colloques des années précédentes, sur Bakounine d'une part et sur l'étude de la montée comme classe dominante des techniciens et des bureaucrates.

Cet effort veut permettre au mouvement anarchiste d'acquiescer une réflexion contemporaine, et par là-même une capacité d'intervention, sur la société capitaliste actuelle. La conférence s'est préparée de cette façon : des articles touchant le thème à débattre - l'autogestion - ont été publiés dans la presse anarchiste italienne, principalement dans le mensuel *Rivista anarchica* (plusieurs numéros depuis mars plus un numéro spécial), ainsi que dans des numéros spéciaux des revues *Volontà*, *Interrogations* et *Autogestione*. Parallèlement, le mensuel espagnol *Bicicleta* publiait lui aussi un numéro spécial sur ce thème. En France, c'est la revue *IRL* (Informations rassemblées à Lyon) qui publiait une brochure regroupant les traductions des principales contributions à ce colloque.

A partir des textes publiés, plusieurs réunions préparatoires décidaient de quelques « rapporteurs », un débat s'engagerait. A travers les nombreux exemples d'études, de comptes-rendus d'expériences sur l'autogestion, il est difficile de faire un texte résumé. On peut souligner les points ayant soulevé des oppositions (non résolues mais amplement débattues). Ainsi la question de l'organisation économique, la place de l'Etat, l'espace hiérarchique, le problème de la communication, etc. Des interventions, il ressortait une diversité d'approche du mot « autogestion ». De cette diversité on peut dire que l'autogestion n'est pas ce ceci ou cela, qu'elle est difficilement cernable à travers un exemple formel. Ainsi un camarade de la revue *Bicicleta* déclarait : « Je pars d'un projet personnel et relatif comme action actuelle d'aide et d'intérêt mutuel, c'est donc le désir naturel non-manipulé qui groupe les êtres, la forme, la méthode c'est l'autogestion. Je donne la priorité à cette méthode à l'encontre d'une organisation syndicale, politique ou autre ».

Ce colloque a satisfait le désir politique des camarades italiens qui se déclaraient prêts à travailler (à confronter leurs pratiques) avec tout le monde, à faire ainsi la preuve de la disponibilité de la pensée anarchiste aux réalités contemporaines.

Ce colloque n'a pas changé le monde mais il a placé une large partie du mouvement libertaire face à lui-même. C'était ainsi poser la question d'une intervention militante anarchiste effective aujourd'hui.

Eric (Gr. Goldman)

hollande

LES GREVES DE ROTTERDAM — Le M.L. (numéros du 27/9 et du 4/10) a exposé les caractéristiques et le déroulement des grèves du port de Rotterdam : avec le retard inévitable qui est la conséquence des délais de composition et d'impression du journal. Les événements se sont précipités à la suite de l'intervention brutale de la police qui a occupé le 19 septembre tous les lieux de travail, matraquant les grévistes qui, dans la voie Heyplact, avaient barré l'entrée des ports. L'arrestation d'une partie des membres du comité de grève, et l'absence de soutien dans les affrontements de rue, la manifestation du 20 devant les bureaux de la police pour obtenir la libération de cinq camarades, qui ne réunirent qu'un millier de participants sans l'appui effectif de la population : autant de facteurs qui rendaient impossible la continuation du mouvement. Le coup de grâce fut porté par le syndicat so-

cial-démocrate accordant un secours substantiel à tous ceux qui signaient une promesse de reprise de travail. Le 21, le comité de grève n'avait plus la situation en mains et décida le 22 la reprise du travail pour le lundi 24.

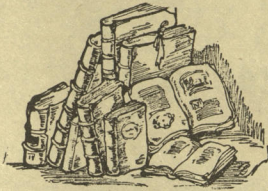
Cependant la grève continue chez « Smit International ». On sait que l'accord conclu entre les syndicats et les employeurs avait été une des causes de la grève des ouvriers. Or, « Smit International » refuse maintenant d'appliquer les nouvelles conditions ! Les syndicats sont bien obligés de réagir... Ils réagissent aussi dans la pétrochimie de Shell (qui emploie 8 000 personnes). Il y a menace de licenciements et les travailleurs de la pétrochimie luttent moins pour des questions de salaires (vu leur travail sale et dangereux ils sont relativement bien payés) que pour leurs conditions de travail. Dans la pétrochimie, le travail est continu, sans dimanches ni fêtes, de jour et nuit : les ouvriers demandent 5 journées de vacances de plus et le travail à 5 équipes par semaine au lieu de 4. On sait en effet combien ce mode de travail continu est préjudiciable au rythme biologique et entraîne chez l'ouvrier des troubles psychologiques. Cette grève, qui menace d'être longue, entrainera le ralentissement de la distribution d'essence Shell et des queues d'automobilistes chez les pompistes, les firmes concurrentes Esso, B.P. n'ayant pas assez de stocks disponibles.

SOLIDARITE INTERNATIONALE — La grève des ports de Rotterdam a mis en évidence les lacunes de la solidarité entre les ouvriers des ports d'Anvers et de Rotterdam. En 1970, il y avait soutien des grévistes de Rotterdam par les ouvriers d'Anvers. Mais en 1975 les ouvriers de Rotterdam avaient accepté des navires d'Anvers où une grève spontanée de 2 mois avait lieu. Et maintenant les entrepreneurs ont profité de la volonté de travail des dockers d'Anvers au détriment des grévistes de Rotterdam. Absence lamentable de solidarité ouvrière en face de la solidarité qui joue dans les entreprises multinationales !

L'ACTION ANTIMILITARISTE — Le 17 septembre, le maire de Maastricht avait ouvert une petite exposition de l'OTAN... mais le 18 toute cette exposition avait disparu. La presse locale a crié : au voleur !... Le 16 septembre, démonstration de l'aviation de guerre F 16 à l'aéroport de Twenthe. Des camarades de l'organisation antimilitariste Onkrut, se mêlant à la foule, purent s'approcher des prototypes et en barbouillèrent quelques-uns de peinture noire. Ces avions furent alors retirés de la démonstration et nos camarades ont été arrêtés.

norvège

GAUCHE OU DROITE — Telle est l'alternative simpliste offerte aux citoyens, à quelque pays qu'ils appartiennent. Sans qu'on puisse apercevoir des différences essentielles entre les politiciens qui symbolisent les soi-disant gauche et droite ! Les pays scandinaves n'échappent pas à cette règle. Au parlement suédois, les deux blocs sont à égalité (un siège de plus pour la droite) et la formation d'un gouvernement est bien difficile, la gauche étant obligée de s'allier avec les communistes et la droite étant divisée. En Norvège les récentes élections municipales ont été marquées par un progrès de la droite (30% des voix), un recul des social-démocrates (36%) et des socialistes d'extrême-gauche (4%). Entre ces deux blocs, les partis du centre (parti agraire et parti chrétien populaire) sont en recul (9 et 10%). Aussi, en Norvège - avec moins d'intensité qu'en Suède ou en Allemagne fédérale - on constate l'affaiblissement du centre au profit d'une gauche et d'une droite aux contours mal définis, en même temps que l'insuccès des formations extrêmistes de gauche et de droite. Les électeurs pensent-ils vraiment changer la vie, changer la société, en accordant leur confiance à des professionnels de la politique pour lesquels « gauche » et « droite » ne sont que des attrape-nigauds ?



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Articles politiques

de E. Malatesta

Edition 10/18

VOICI une anthologie de l'œuvre de Malatesta qui sera précieuse car elle regroupe une série de textes rassemblés par genres, ce qui nous permet de suivre la pensée de l'auteur sur un sujet précis à travers le temps.

Pour ma part, je pense que trois sujets doivent retenir notre attention. Le premier traite de l'organisation. Il intéressera nos militants pour lesquels l'organisation « du parti » - aurait dit Malatesta - comme de la société, reste un sujet d'actualité, mais également à propos d'un point historique encore controversé de nos jours. Il s'agit de la « Plateforme » proposée par les anarchistes russes en 1928 et que Malatesta rejeta. Nous avons là des textes intéressants de Malatesta et de Makhno susceptibles de nous éclairer. Encore faut-il que chacun de nous fasse un effort pour se reporter à cette époque des années 1928/29 où la révolution russe jouait un rôle prédominant dans le mouvement ouvrier international. Mais je pense que d'autres textes sur l'organisation qui accompagnent cette controverse, restent d'actualité car ils posent le problème des rapports entre les militants anarchistes de façon concrète.

Le second sujet d'actualité concerne le rôle des militants anarchistes dans le mouvement syndical. La position de Malatesta au congrès d'Amsterdam est bien connue. Nous avons autour de sa controverse avec Monatte, dont on a tant parlé, une série d'articles qui développent son opinion sur les syndicats. Disons qu'il est pragmatique. Pour lui les syndicats sont réformistes et ne pourraient pas atteindre un degré révolutionnaire réel ; cependant il préconise notre présence parmi ces organisations ouvrières afin d'y faire pénétrer nos idées. Chacun d'entre nous peut trouver dans ces textes de quoi alimenter ses propres idées. Pour les lignes qu'il consacre à la grève générale, disons qu'elles sont élémentaires sans plus.

Le troisième sujet concerne la révolution. Il se dégage de sa pensée d'abord la nécessité de la propagande et de l'action révolutionnaire avec toutes les conséquences qui en découlent, y compris la lutte armée, et je dois dire que sa position m'a rendu perplexe. Malatesta ne croit pas à une révolution anarchiste issue d'un mouvement insurrectionnel. Il pense que nous devons nous associer à une insurrection pour essayer de la marquer de notre empreinte et il pense que dans une nouvelle société l'anarchie, grâce à l'éducation, pourra se répandre. Et il est partisan, sous certaines conditions, de nouer des alliances avec d'autres forces révolutionnaires qu'autre part il dénonce. Malatesta semble avoir oublié les leçons de la révolution française de 89 et celles, plus récentes, de la révolution russe où la tactique qu'il préconise créera dans le

mouvement anarchiste russe cette incohérence, que nous a si bien décrite Paul Avrich, qui aboutira à son écrasement par les communistes et par voie de conséquence à la proposition de Makhno et de ses amis d'une « Plateforme » susceptible de donner de la cohésion à l'action révolutionnaire de l'organisation anarchiste.



Lire Malatesta est important. Il s'est parfois trompé. Comme certains d'entre nous, son souci constant a été de faire coïncider le maintien des principes et l'efficacité. Ce n'est pas toujours simple, surtout pour les révolutionnaires qui se piquent de réalisme. Je crois qu'il fut coincé entre sa volonté d'action révolutionnaire et le caractère « réformiste » de ses perspectives d'établir une société libertaire. Comme Kropotkine, il croyait qu'il était possible d'établir une société de grands principes imposés par l'éducation et malgré le caractère du système. Je pense pour ma part qu'ils se sont trompés, qu'il faut casser le système et que c'est seulement à partir de là que se dégageront des morales différentes que les nécessités imposent.

Il reste que l'œuvre de Malatesta est un enrichissement. Ce recueil est composé de textes courts, divers, écrits simplement. Il a sa place dans toutes les bibliothèques et souvent sur notre table pour alimenter nos réflexions.

A lire

ÉCRITS POLITIQUES

de Malatesta

En vente à Publico. 22,50 F

LÉO FERRÉ

ON a tant dit de choses sur Ferré que ça ne devient plus génial d'en parler ; les médias ont cependant du mal à l'esquinter vu qu'il se permet superbement d'emmerder tous les cons. C'est presque un privilège dans notre jungle dite humaine.

J'ai envie cependant de dire ce que je tire de ces puissantes et étranges heures passées à l'écouter.

Une scène basse, un piano perdu sur des planches, un public qui commence à gueuler parce qu'il se fait attendre... Voilà tout à coup ce loup de scène qui arrive humblement... Et ça commence : sous ses mains le piano balance l'air de *La mémoire et la mer* et sa voix arrive naturellement, musique et texte ont la même perfection que sur un 33 tours (c'est très rare chez un chanteur de nos jours). Ainsi va défiler durant près de 2 heures 30 une littérature musicale phénoménale.

Sa voix fait vibrer des milliers de têtes, de cœurs, de regards. Tu es pris dans son monde et tu te laisses aller... Il t'envoie en pleine gueule la vie, la mort, la révolte, la tendresse, la haine, l'amour, le souvenir, la lutte, la tristesse ; tout y passe et ça te pénètre, et tu frappes avec tes mains, et tu souris ou tu cries, tu n'es pas seul(e) c'est tout un bloc d'individus qui se sent attiré par son chant bizarre et subtil.

Tes yeux sont électrisés par la vie, les paroles, le réalisme de ses mains se balladant dans un vide inventé.

Du cinéma Ferré ? Certes, il n'est qu'un bonhomme après tout. Mais tu sens en lui lorsqu'il est sincère et c'est souvent car il se donne à tous ces gens, il se vide, il se démeure pour eux.

Sa violence est terrible, logique, et va au-delà de l'instinct. Quelqu'un a crié à un certain moment : « Ferré, tu vieillis mal », ce fut comme un détonateur, un stimulateur, une envolée de boutique incroyable. Ce coup de pied au cul lâchement anonyme resserre encore les liens existant au moment présent. Inutile de préciser que Ferré n'eut aucune peine à prouver le contraire, c'est peut-être là où le cinéma se mélange au réel. Tu te fais piéger et tu acceptes le jeu...

Léo Ferré c'est aussi une solitude dingue, un cri déchirant en la nuit qui passe. Et c'est là où tu le reconnais, où tu le reconnais avec l'anarchisme, en cette destruction et en cette image « espoir » inouïe en demain pour un autre monde. Il t'ouvre la porte de cet espoir et plus rien ne subsiste et ne résiste à l'instant donné.

Ferré te crache des évidences qui te font très mal. En chaque chanson il te psychanalyse un thème, un sujet au grand jour et tu dérouilles salement car ça te travaille loin, très loin au fond des tripes.

Merde... Ferré, tu ne sais plus qu'en dire au bout de cinq minutes parce que tu as tant et tant à dire.

Je ne veux pas faire de chapeau, ni de polémiques, mais subtilement c'est la fraternité avec les anars (ceux qui l'acceptent). Il le chante, cet anarchisme, avec sa voix gueulante et ce tout au long de sa poésie, tout au long de sa musique gémissante ou triomphale.

Ce combat que mène Ferré sur ces planches, face à des milliers de gens présents et absents est une lutte à la loyale, mais très dure et ô combien nécessaire!

Même en l'arrachant du charme et de la chaleur qu'il te donne, tu as une envie dingue de lui serrer la main, mais c'est inutile, c'est impossible, car en fait tu lui as déjà serré la pince avec le cœur de la fraternité.

Étonnant, il laisse la scène vide et revient deux fois. Tu vois, tu sens qu'il est heureux de t'avoir fait passer des tas de trucs nobles et somme toute difficilement descriptibles. Plus étonnant encore lorsqu'il achève son combat en chantant avec deux de ses compagnons du moment, une chanson de la Commune : *Le temps des cerises*...

Et enfin, lorsqu'il s'en va, il a la tête d'un lutteur fatigué

mais il est aussi superbe que 2 h 30 auparavant, son expression est d'une grande profondeur.

Voilà, tu as l'impression après l'avoir vu, d'avoir quelque chose de plus en toi, une espèce d'empreinte à la fois légère et lourde de sens, tout le reste devient secondaire. Alors en réalité ou en rêve tu tapes amicalement sur une épaule d'un type de la rue, ou tu regardes une photo où il a écrit son nom et tu dis : « Salut Ferré », parce qu'il est passé dans un coin de chez toi et que ça vaut le coup de le vivre.

Marc DEBORNE (Roanne)

VOLONTÉ ANARCHISTE N° 8

la revue éditée par le groupe Fresnes-Antony

EST PARUE

IDÉES SUR L'ORGANISATION SOCIALE

par James GUILLAUME

L'abonnement à « Volonté Anarchiste » est de 80 F pour 8 numéros à envoyer à Publico au nom de A.S.H. - CCP 21 600 42 C Paris On peut faire démarrer l'abonnement à partir du numéro de son choix

En vente aussi à Publico. 10 F

Chronique du spectacle

On peut éteindre la télé y'a Sheila ce soir

Parmi les nouveaux du spectacle, une place bien à part doit être faite pour un dénommé Gilles LANGOUREAU. Je tiens le pari qu'on en entendra reparler un de ces jours. Ses textes, son style donnent un son tout à fait nouveau. Il fait partie de cette génération d'auteurs-compositeurs qui poussent vers l'hospice les vieux débris genre Bécraud ou le paléo-gaulliste, les putes style Lama, le néo-Brel du pauvre ou les débiles profonds comme Leronmand.

LANGOUREAU passe en ce moment au Tire-Bouchon à Montmartre. On y retrouve le ventrilogue Michel Dejenefé (M.L. 321). N'hésitons pas à le dire : Dejenefé est le numéro de music-hall le plus marquant de cette année. C'est l'unanimité sur son cas. Son tour est au-dessus de la mêlée. Finesse, pudeur, humain : un sommet.

Gilles Langoureau, Michel Dejenefé, Boris Santeff, plus les « spécial-copains » Triboulet et Eric Vincent. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 23 heures au Tire-Bouchon, rue Norvins.

Autres « spécial-copain » : Théophile qui va reprendre son spectacle garanti 100% anar à l'Écumé, 99 rue de l'Ouest, le 17, 19, 20 octobre. N'oublions pas Péroni et Myriam Roustan au Café d'Edgar. « C'est une honte ! » a dit le critique de *L'Aurore*, en sortant de la salle. Tant mieux, c'est signe que c'est bien. On laisse à ce fossile, Philippe Clay, Jean-Pierre Vaillard et Line Renaud pour qu'il s'amuse.

On peut écouter un bon disque

chez soi (le dernier Gilbert Lafaille par exemple)

Un endroit à éviter comme la peste : « Le Port du Salut », rue St-Jacques à Paris, dont j'avais parlé il y a 15 jours puisque Eric Vincent y chante. J'avais mal informé les lecteurs. Je n'avais pas vu le reste du spectacle qu'un numéro particulièrement ignoble rend lamentable.

Je veux parler d'un incertain Serge Llado, « chansonnier ». Ce triste zéro (à l'imbécillité courageuse) peaufine la connerie ; heureusement c'est pas cancérigène. Mais c'est carrément raciste. On dirait un présentateur de comice agricole, avec l'inévitable « assent de Perpignane » pour touristes, qui n'aurait retenu que le premier degré des sketches de Coluche sur les Arabes. C'est consternant. Dans le genre, je n'aurais pas cru possible de faire plus mauvais que Pierre Péchin. Eh bien, si, Llado y arrive et c'était pas facile. Tout le reste à l'avenant : quand ce n'est pas raciste c'est des jeux de mots foireux de comique troupière, quand il essaye de chanter c'est désolant de banalités.

Ohé les copains, si au hasard d'un collage vous tombez sur les affiches de cet insondable crétin, n'hésitez pas à poser notre journal favori sur sa gueule de rat.

C'est quasiment lui rendre service.

J.J. JULIEN

LA QUESTION AGRAIRE

dans les pays du Tiers-Monde

31,6 millions, 19,3 millions, 26 millions, 9,5 millions : voilà les nombres d'êtres humains qui vivront respectivement dans les villes de Mexico, Rio de Janeiro, Sao Paulo et Bogota en l'an 2 000.

16 millions de tonnes de céréales importées en 69-71, 71 millions en 1978 et 85 millions pour 1985 : voilà le bilan de la situation alimentaire dans les pays pauvres.

Une grande inquiétude s'empare de l'homme qui ose regarder avec réalisme les perspectives d'avenir des pays du Tiers-Monde.

Des gouvernements totalitaires qui ne tiennent pas du tout compte des réalités humaines et qui oppriment des populations entières. Un chômage urbain énorme (200 millions de chômeurs pour l'ensemble des pays énumérés) qui va encore s'aggraver, la violence qui atteint un stade inquiétant.

Quand va-t-on en finir ? Quand va-t-on enfin regarder les choses comme elles sont et agir en conséquence ?

Si l'on ne fait rien, la masse de travailleurs en chômage ou en demi-chômage va augmenter considérablement, à un tel point que cela débouchera sur des conflits sanglants qui feront du Tiers-Monde une région malade en permanence, plutôt que sur des révolutions constructives.

Pierre Kropotkine disait : « la révolution ne se fait pas avec le désespoir ».

Le problème central, c'est la question agraire. Il faut enfin comprendre que le développement de l'agriculture et une distribution juste de la terre sont les seules issues pour résoudre la faim dans le monde. L'industrialisation n'est pas une solution possible pour le moment. Le développement agraire est le seul moyen de freiner l'exode rural.

Mais quand il s'agit de développer l'agriculture, dans quel sens se diriger ?

Dans le sens du socialisme.

Mais quel socialisme ? Celui pour lequel nous avons aujourd'hui plus de raisons que jamais de lutter : c'est le socialisme anarchiste.

* Cet article paraîtra en deux parties, la seconde sera publiée la semaine prochaine.

La politique de la F.A.O.

L'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est une organisation de gouvernements dont 80% sont des dictatures ou des semi-dictatures. C'est là un fait important si l'on veut comprendre toute la stérilité de la politique de « développement » entreprise par cette organisation. Tout d'abord, il s'agit de poser le problème de la représentation des peuples ; en effet, l'ONU, dont 80% des pays qui la composent sont administrés par des gouvernements totalitaires, ne saurait être considérée comme représentant les populations concernées. Ensuite, il est un certain nombre de questions qui n'ont pas encore trouvé de réponses cohérentes et qu'il est urgent d'éclaircir.

Tout d'abord les politiques de réforme agraire menées par les gouvernements (donc par les classes dirigeantes) des pays « en développement », ne sont jamais remises en cause et cela malgré les conditions de vie toujours plus désastreuses des campagnes du Tiers-Monde. Il est à l'heure actuelle des pays ayant des taux de croissance élevés et dont la majorité de la classe paysanne souffre d'un appauvrissement toujours plus grand, et jamais on ne veut considérer les raisons exactes de ce phénomène. Enfin, il est important de signaler que les instances dirigeantes de la FAO n'ont élaboré que peu de conventions intergouvernementales. L'action est basée sur des « consensus », ce qui permet aux Etats membres de considérer les « décisions » comme bon leur semble.

De cette façon, les conférences de la FAO (la dernière en date a eu lieu à Rome du 8 au 20 juillet) ne sont que des rencontres inutiles où l'on vient se lamenter sur de prétendues difficultés d'application des politiques agraires et des échecs qui en résultent. On se lamente également sur l'insuffisance des cultures vivrières et sur le déficit alimentaire, tout cela avec la plus grande joie des céréaliers américains qui voient là une source importante de profits.

On n'oublie surtout pas de rappeler le rôle nourricier donné aux pays occidentaux. Quelle générosité... Il est vrai que parfois elle peut être de fort mauvais goût.

Exceptés certains économistes et chercheurs ruraux, tout le monde tourne autour de faux problèmes, cachant ainsi les dures réalités qui affectent les populations du Tiers-Monde, à savoir la responsabilité des politiques nationales entreprises par les gouvernements des pays sous-développés. Certains pays ont même adopté des mesures qui, au lieu de contribuer au développement, ne servent qu'à enrichir les plus riches, aggravant ainsi les inégalités sociales et cela au nom de la réforme agraire.

Face à toutes les déclarations de la FAO, on pourrait se poser au moins une question : quelle politique peut être considérée comme une politique de développement ? — accélérer la croissance économique ? Pour qui ? Qu'est-ce qui garantit une juste redistribution ?

— moderniser l'agriculture ? Est-ce bénéfique pour la production ou même pour l'environnement ?

— développer l'agro-industrie ? Telle qu'elle est actuellement dans les pays, elle absorbe très peu de main-d'œuvre.

On parle de « nouvel ordre économique international », d'une libéralisation du commerce mondial, en particulier pour les produits alimentaires.

La réponse est la même que pour les prétendus bienfaits des investissements étrangers dans un pays en développement. Le Japon, le seul pays à s'être développé au XX^e siècle, n'y est parvenu qu'en interdisant les investissements étrangers et en réduisant coûte que coûte les importations pour éviter la dépendance économique.

Voilà autant de questions qu'il est utile d'étudier de plus près...

Un manque de réalisme

Quand on observe la situation dans certains pays, l'irréalisme des dirigeants apparaît d'une manière évidente. Tout d'abord



le dialogue avec les paysans est pratiquement inexistant, alors qu'il serait très utile.

Les masses paysannes sont totalement mises à l'écart et ne participent en rien à l'élaboration du « développement ». On laisse aller à l'abandon le secteur traditionnel car on ne croit pas en lui, pour se lancer dans l'initiation de structures agraires fondées sur des grandes exploitations. Cette politique entraîne un phénomène devenu tout ce qu'il y a de plus commun dans les pays du Tiers-Monde : l'exode rural. Les paysans pauvres obligés de quitter les campagnes vu la misère qui y règne, s'entassent dans des bidonvilles autour des grandes agglomérations. Le phénomène a atteint des proportions plus qu'inquiétantes étant donnée l'augmentation de la population urbaine dans les pays sous-développés (Mexico a vu sa population augmenter en 15 ans de 330%, Lima de 550% et Calcutta aura en l'an 2 000 60 millions d'habitants!). Cette arrivée massive de paysans pauvres dans les villes entraîne une forte demande de produits alimentaires, mais les couches privilégiées des populations urbaines demandent des produits d'importation qui doivent être financés par les cultures d'exportation, menaçant ainsi les cultures vivrières. Et vu la baisse constante des prix des produits exportés sur le marché mondial, on comprend la gravité de la situation. La politique des grandes exploitations, que ce soit sous forme de grandes fermes d'Etat, d'exploitations privées ou d'entreprises gérées conjointement par l'Etat et des privés, se heurte à l'indifférence des paysans qui, semble-t-il, n'y voient pas leurs intérêts.

Il est important aussi de prendre en considération la valeur de la terre pour lui (perdre sa terre signifie parfois perdre sa raison de vivre) afin de mesurer la peine causée par cette dépossession généralisée qui résulte de la non-reconnaissance des « loix » de propriété coutumières.

Lié au problème des grandes exploitations apparaît l'importante question de la mécanisation. Tout d'abord elle représente des problèmes d'ordre écologique dans un environnement naturel fragile, elle rend

inutile une bonne partie de la main-d'œuvre occupée par les opérations de récolte. De plus la mécanisation partielle est impossible, elle doit être générale, et vu le coût que cela représente, elle n'est pas rentable. D'ailleurs les paysans ont des revenus trop bas pour subvenir aux coûts d'une mécanisation rapide. En effet, il faudrait pour que cela soit possible doubler les revenus des paysans et élaborer un système commercial adapté.

Le problème central d'une réforme agraire est la juste répartition des terres. Or, quand on regarde de près la situation dans les pays pauvres, on est terriblement choqué par le déséquilibre des structures foncières. Les grandes propriétés ne représentent souvent que le dixième du nombre total de propriétés, mais occupent jusqu'aux trois-quarts de la surface cultivée. Les couches riches et moyennes de la paysannerie (très minoritaires) ont été dans tous les pays les seules à bénéficier de l'aide de l'Etat, à participer au développement et à profiter de la croissance de la production qui en résulte, les seules à bénéficier également de la nouvelle technologie. Les petits propriétaires et les paysans sans terre n'en ont souvent absolument pas profité, bien au contraire car leur pauvreté au lieu de s'être atténuée s'est aggravée. Ne pouvant s'autosatisfaire par leur travail personnel, ceux-ci n'ont d'autres issues que le salariat, rendu plus insupportable par la cruauté des « fermiers ». Le capitalisme agraire en pleine prospérité ne profitant qu'aux grands exploitants, aggrave les inégalités sociales déjà fort marquées. Non seulement il jette les paysans dans le système salarial mais encore il en marginalise une partie importante ne trouvant même pas à s'employer.

Le changement radical des structures foncières n'est pas seulement une revendication politique juste mais bien une nécessité économique vitale.

JOSE RODRIGUEZ

(à suivre...)

abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous